

CISCAR, Centrale d'Achats des Réseaux Automobiles

N° Contrat: L00219

Désignation

77-81 ter rue Marcel Dassault 92100 Boulogne-Billancourt

FACTURE n°: L00010714 du: 01/06/18

**ZAPPACOSTA** 

84 AVENUE SAINTE BARBE

30520 ST MARTIN DE VALGALGUES

Qté

Prix Unit.

Net

**Montant Net** 

H.T.

**FRANCE** 

Acheteur :

Référence

Compte client : C12967 payeur : C12967

Affaire n°: L00219

Période du 01/06/18 au 30/06/18

LOC.CISCAR.36TACIT	LOCAT	ION CISCAR CLIP ACC	CESS		1.00	52.50	52.50 €	С
	N° DE S	SERIE: 9211419						
CONDITIONS DE REGLEMENT		: Base HT € Code	Taux	Montant TVA €	TOTAL HT €		52.50 €	
09_PRELEVEMENT Le 01/06/18		52.50 € C220	20%	10.50 €				
Le 01/06/18		32.33 2 3220	_570	. 5.55	ТОТ	AL TVA €	10.50	€
						AL TTC €	63.00	
Montant 63.00 €		TVA ACQUITTEE SUR LES DEBITS				Acompte	0.00	€
		Une indemnité de 40 € sera due en cas de retard de paiement RESTE A PAYE				PAYER €	63.00	€
		en application des articles L441-6 et D441-5 du Code du commerce					22.00	_

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (extrait): Aucun retour de fournitures pour quelque raison que ce soit ne doit être fait sans accord préalable de CISCAR à laquelle doit être adressé un courrier d'accompagnement avec photocopie du bon d'expédition. De convention expresse, pour toute contestation, litige ou difficulté seul le Tribunal deParis est compétent. Sauf conditions particulières nos factures sont payables à 30 jours sans escompte en cas de règlement anticipé. Dans tous les cas, la date de règlement mentionnée sur la facture constitue la limite au de de laquelle des pénalités de retard seront appliquées (Loi 92.1442 du 31.12.1992).

Les sommes dues porteront intérêt de plein droit, après mise en demeure (sans que le taux puisse être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal) et sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la dette CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (Loi n° 12/05/1980) - CISCAR se réserve la propriété des EQUIPEMENTS ou MATERIELS vendus et livrés jusqu'à l'encaissement effectif des titres de paiement couvrant l'intégralité de leur règlement. En cas de non paiement total ou partiel pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, CISCAR a la faculté, sans formalité de reprendre matériellement possession de ces EQUIPEMENTS ou MATERIELS aux frais, risques et périls de l'acquéreur.